

Table des matières

Introduction	1
Table des matières	5
1. L'application de la théorie de la simulation en droit fiscal	13
A. Les principes	13
B. La position de l'administration	17
C. Jurisprudence	18
D. Quelques conseils utiles	22
Pour les passionnés !	24
2. L'utilisation par le fisc du nouvel article 344, § 1^{er}, du CIR 92 (la mesure « anti-abus fiscal »)	25
A. Les principes	25
1. L'évitement du champ d'application ou la prétention à un avantage fiscal	27
2. Contradiction avec les objectifs de la disposition en cause	27
B. La position de l'administration	28
C. Jurisprudence	30
D. Quelques conseils utiles	32
E. Actualité récente	33
Pour les passionnés !	33
3. La taxation d'office à la suite du non-dépôt de la déclaration dans les délais légaux	35
A. Les principes	35
B. La position de l'administration	36
C. Jurisprudence	37
D. Quelques conseils utiles	40
E. Actualité récente	40
Pour les passionnés !	41
4. L'assujettissement à l'impôt des sociétés belge d'une société établie à l'étranger (caractère artificiel ou fictif d'une telle société)	43
A. Les principes	43
B. La position de l'administration	45
1. La simulation	45
2. La référence à la notion d'établissement stable définie par les conventions préventives de double imposition	46
3. La nouvelle mesure anti-abus	47

C.	Jurisprudence	49
D.	Quelques conseils utiles	51
E.	Actualité récente	53
	Pour les passionnés !	54
5.	L'assujettissement à l'impôt des sociétés des « fausses ASBL »	55
A.	Les principes	55
B.	La position de l'administration	56
C.	Jurisprudence	56
D.	Bon à savoir !	57
E.	Quelques conseils utiles	58
	1. Opérations ne mettant pas en œuvre des méthodes industrielles ou commerciales	58
	2. Opérations qui constituent une activité ne comportant qu'accessoirement des opérations industrielles, commerciales ou agricoles	59
F.	Nouveauté	60
	Pour les passionnés !	60
6.	La taxation des réserves occultes	61
A.	Les principes	61
B.	La position de l'administration	64
C.	Jurisprudence	69
D.	Bon à savoir !	71
E.	Quelques conseils utiles	76
F.	Actualité récente	77
	Pour les passionnés !	78
7.	La taxation des actifs ou actions acquis à titre gratuit ou quasi gratuit (référence à la notion de « fair value »)	79
A.	Les principes	79
B.	La position de l'administration	80
C.	Jurisprudence	81
D.	Quelques conseils utiles	82
E.	Actualité récente	83
	Pour les passionnés !	85
8.	Le rejet des « constructions usufruit »	87
A.	Les principes	87
B.	La position de l'administration	88
C.	Jurisprudence	90
D.	Quelques conseils utiles	91
E.	Bon à savoir	94
F.	Actualité récente	95
	Pour les passionnés !	96

9. La taxation des plus-values internes (en cas d'apport ou de cession de titres à une société holding)	99
A. Les principes	99
B. La position de l'administration	100
C. Jurisprudence	102
D. Actualité récente	103
E. Quelques conseils utiles	104
Pour les passionnés !	105
10. Le non-respect des conditions d'application du régime de taxation étalée des plus-values	107
A. Les principes	107
B. La position de l'administration	109
C. Jurisprudence	113
D. Bon à savoir !	114
E. Quelques conseils utiles	114
Pour les passionnés !	116
11. Le rejet des frais professionnels déduits par la société (non-respect des conditions de déductibilité de l'art. 49 CIR 92)	117
A. Les principes	117
B. La position de l'administration et divers cas de Jurisprudence	120
1. Les frais de voyage et de séjour à l'étranger	120
2. Les frais de sponsoring	123
C. Les frais de formation	124
D. Les frais de réception	124
D. Bon à savoir !	127
C. Actualité récente	128
Pour les passionnés !	129
12. Le rejet des frais « déraisonnables »	131
A. Les principes	131
B. La position de l'administration	132
C. Jurisprudence	133
D. Quelques conseils utiles	136
E. Actualité récente	137
Pour les passionnés !	137
13. Le rejet des dépenses non conformes à l'objet social de la société	139
A. Les principes	139
B. La position du fisc	139
C. Jurisprudence	140
D. Quelques conseils utiles	144
E. Bon à savoir !	145
F. Actualité récente	146
Pour les passionnés !	147

14. La contestation de la réalité et de l'ampleur des <i>management fees</i> déduits par la société	149
A. Les principes	149
B. La position de l'administration	150
C. Jurisprudence	151
D. Quelques conseils utiles	153
E. Actualité récente	154
Pour les passionnés !	154
15. La taxation des avantages anormaux ou bénévoles	157
A. Les principes	157
B. La position de l'administration fiscale	160
C. Jurisprudence	163
D. Quelques conseils utiles	168
E. Bon à savoir !	169
F. Actualité récente	170
Pour les passionnés !	171
16. Le rejet en réserves taxées des réductions de valeur sur créances commerciales et des abandons de créance	173
A. Les principes	173
B. La position de l'administration	174
C. Jurisprudence	176
D. Quelques conseils utiles	177
E. Bon à savoir !	178
1. Recours à une société d'assurance-crédit	178
2. Traitement fiscal et comptable de la loi sur la continuité des entreprises	179
F. Actualité récente	181
Pour les passionnés !	183
17. La taxation des commissions secrètes (la cotisation distincte de 309 % sur dépenses non justifiées ou bénéfiques dissimulés)	185
A. Les principes	185
B. La position de l'administration	188
C. Jurisprudence	193
D. Bon à savoir !	194
E. Les principaux A.T.N. forfaitaires	196
1. Voitures et voitures mixtes	196
2. La mise à disposition d'un immeuble	196
3. Fourniture de chauffage et d'électricité	196
4. prêts d'argent (sans terme convenu)	197
5. Mise à disposition d'un PC et/ou connexion internet	197
F. Quelques conseils utiles	197
Pour les passionnés !	198

18. La requalification d'intérêts en dividendes	201
A. Les principes	201
B. La position de l'administration	202
C. Jurisprudence	203
D. Quelques conseils utiles	204
E. Bon à savoir !	205
F. Actualité récente	206
Pour les passionnés !	207
19. Le rejet de la déduction pour capital à risque (ommission de certains éléments correcteurs des fonds propres)	209
A. Les principes	209
B. La position de l'administration	210
1. Première correction : actions et immobilisations financières	210
2. Deuxième correction : les fonds communs de placement	212
3. Troisième correction : les actifs ne produisant pas de revenus (éléments détenus à titre de placement)	213
4. Quatrième correction : les sicav	213
5. Cinquième correction : les biens immobiliers dont l'usage a été cédé aux dirigeants d'entreprise	215
6. Sixième correction : l'établissement stable	216
7. Autres corrections : subsides en capital, plus-values de réévaluation et crédits d'impôt pour recherche et développement	217
C. Un peu de Jurisprudence	217
D. Actualité récente	219
Pour les passionnés !	219
20. Le refus du droit à l'imputation des pertes fiscales, de la déduction R.D.T. ou de la déduction pour capital à risque sur les avantages anormaux ou bénévoles reçus par la société	221
A. Les principes	221
B. La position de l'administration	222
C. Jurisprudence	225
1. L'avantage aboutit à une base imposable	226
2. L'avantage est constitué par une économie de frais	226
D. Quelques conseils utiles	229
E. Bon à savoir !	230
F. Actualité récente	231
Pour les passionnés !	232
21. Le refus d'accorder le régime d'immunité fiscale prévu pour les opérations de fusion, de scission ou de scission partielle, en l'absence de « motifs économiques valables »	233
A. Les principes	233
B. La position de l'administration	234

C.	Jurisprudence	237
D.	Bon à savoir !	239
	1. Exemple	239
	2. Définition de la scission partielle	240
	3. Une branche d'activité ?	240
	4. Régime de la société transférante (la société qui se scinde partiellement)	242
	5. Régime de la société bénéficiaire	243
	6. Conséquences dans le chef de l'actionnaire de la société transférante	244
	7. Les avantages de la scission partielle	244
D.	Actualité récente	246
	Pour les passionnés !	246
22.	Le refus d'accorder certains avantages fiscaux aux sociétés car elles ne répondent pas à la notion de « P.M.E. »	249
A.	Les principes	249
	1. Référence au nombre de travailleurs	249
	2. Référence à l'article 15 du Code des sociétés	250
	3. Référence à une détention du capital pour plus de moitié par des personnes physiques	253
	4. Le taux réduit à l'impôt des sociétés	253
B.	La position de l'administration	255
C.	Jurisprudence	258
D.	Quelques conseils utiles	259
E.	Actualité récente	259
	Pour les passionnés !	260
23.	Le rejet de la rectification du bilan (la notion d'erreur matérielle du bilan)	261
A.	Les principes	261
B.	La position de l'administration	265
C.	Jurisprudence	265
	1. Réserve d'investissement	265
	2. Plus-value non inscrite dans un compte distinct du passif	266
	3. Surestimation d'un chiffre d'affaires	267
	4. Rectification d'une écriture comptable	267
D.	Quelques conseils utiles	268
	Pour les passionnés !	270
	En guise de conclusion	271